

Journée « Zones humides »
9 novembre 2018 à Champsecret

Rappels réglementaires et outils de préservation des zones humides

Prise en compte des zones humides
dans les documents d'urbanisme

Planifier = privilégier la réflexion amont

Protéger les zones humides (ZH), c'est :

- **éviter** les atteintes à ces milieux et aux services associés
- à défaut, en **réduire** la portée
- **compenser** les atteintes qui n'ont pu être ni évitées, ni réduites, en tenant compte des fonctions affectées.

La planification de l'urbanisme permet de privilégier les mesures d'évitement :

- éviter les atteintes

mais aussi

- éviter de reporter au stade des projets opérationnels la réflexion sur la prise en compte des ZH.

Pour autant les outils de la planification permettent aussi d'envisager des mesures de réduction voire de compensation des atteintes.

Code de l'urbanisme et zones humides

- Principe de préservation

Article L.101-2 du code de l'urbanisme (CU)

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants : [...]

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques... »

> prise en compte des zones humides notamment en tant qu'élément de la trame verte et bleue (TVB)

- dans les schémas de cohérence territoriale (SCOT)
- dans les plans locaux d'urbanisme (PLU)

SCOT et zones humides

Notamment en matière de préservation des ZH, le SCOT doit

→ **être compatible** avec les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), les chartes des parcs naturels régionaux, les plans de gestions des risques d'inondation (PGRI) et les règles générales du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)

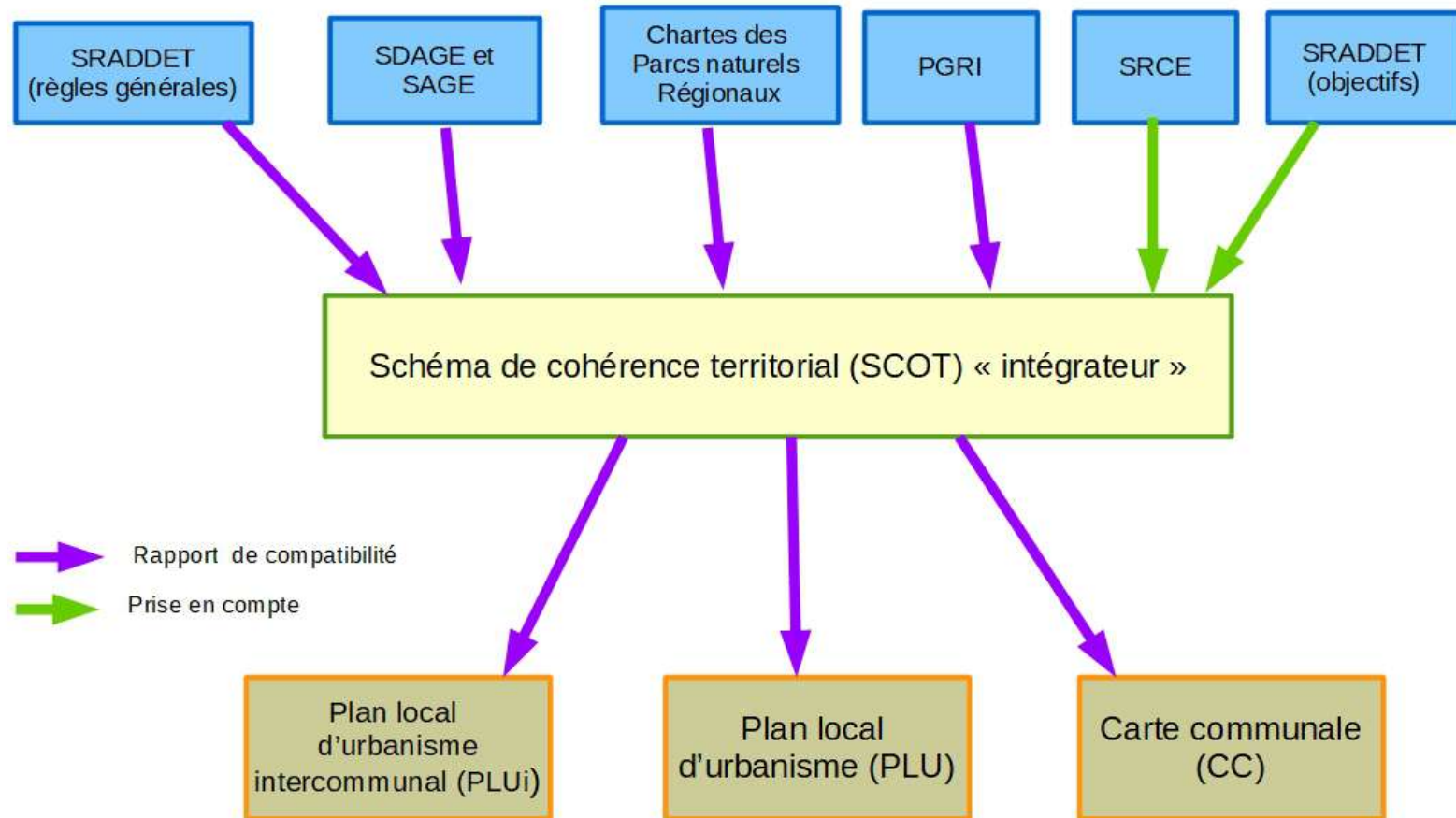
→ **prendre en compte** le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et les objectifs du SRADDET

Conformité : respect strict de la norme

Compatibilité : non contrariété entre deux normes. Une norme inférieure peut s'éloigner de la norme supérieure sans pour autant la remettre en cause

Prise en compte : respect des orientations fondamentales avec dérogation possible pour des motifs justifiés

SCOT et zones humides



La place du SCOT dans la hiérarchie des normes relatives aux zones humides

SCOT et zones humides

Dans l'Orne, quelques exemples de documents et prescriptions :

- 2 SDAGE (Loire-Bretagne et Seine-Normandie) et 9 SAGE. Dans les SDAGE et SAGE, si l'inventaire des ZH n'a pas été fait, il est dévolu aux collectivités territoriales dans le cadre de l'élaboration de leurs documents d'urbanisme
- 2 parcs naturels régionaux : l'inventaire des ZH est recommandé (charte PNR Normandie Maine) et les corridors sont à conforter (charte PNR du Perche)
- 2 PGRI (Loire-Bretagne et Seine-Normandie). Objectif n°1 PGRI LB : préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités de ralentissement des submersions marines. Objectif 2.A.1 PGRI SN : protéger les ZH pour prévenir les inondations
- SRADDET Normandie en cours de réalisation

SCOT et zones humides

Rôle intégrateur : en présence d'un SCOT approuvé, les PLU n'ont plus à démontrer leur compatibilité avec SAGE, charte du PNR, etc.

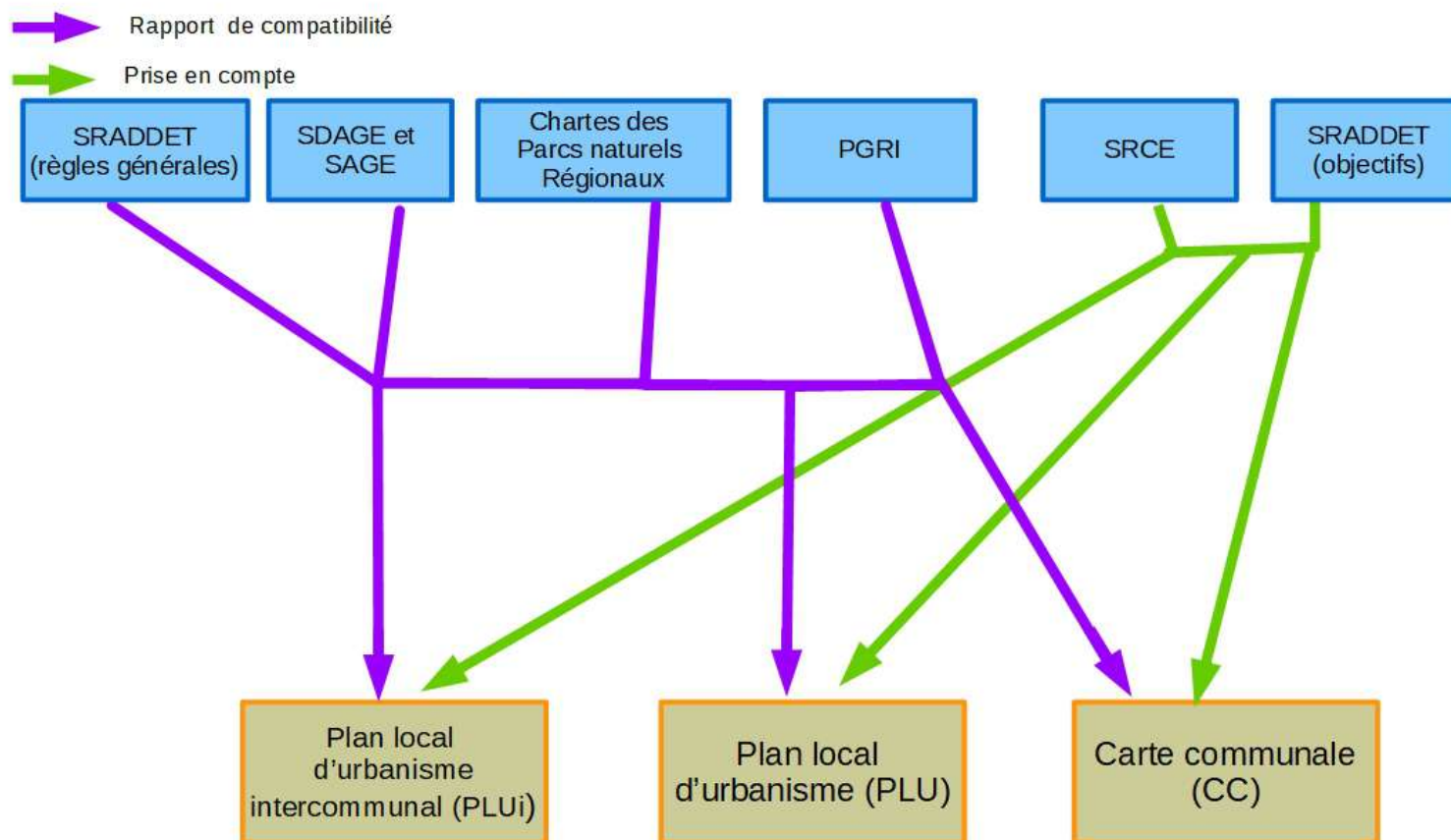
Durant la phase d'élaboration du SCOT, il convient donc de s'assurer que cet outil traduise de façon pertinente les éléments du SRCE et les enjeux énoncés par les documents supra :

- Rapport de présentation : présente les éléments de connaissance existants et justifie la nécessité ou non de les compléter ; applique la séquence ERC ; justifie de sa compatibilité avec les SDAGE, SAGE, PGRI, charte de PNR... et de la prise en compte du SRCE
- Document d'orientation et d'objectifs : définit de façon argumentée les modalités de caractérisation et de protection des ZH à adopter par les documents et projets devant être compatibles avec le SCOT et localise à leur échelle les ZH déjà identifiées à préserver ou à requalifier

PLU et zones humides

- En l'absence de SCOT approuvé, les PLU intercommunaux, PLU et cartes communales (CC) doivent directement respecter les documents supra énoncés, dans les mêmes rapports de compatibilité ou de prise en compte
- Traduction tout au long de l'élaboration d'un PLU :
 - 1) **Identifier** les ZH, selon une méthode à expliquer dans le rapport de présentation
 - analyse des données existantes : cartographie DREAL, études locales (SAGE, PNR...)
 - complétée par un travail de terrain, a minima dans les zones à urbaniser, afin de vérifier le caractère humide

PLU(i), CC et zones humides



La place des PLUi, PLU et CC dans la hiérarchie des normes relatives aux zones humides en l'absence de SCOT

PLU et zones humides

2) **Décliner** dans les différentes pièces du PLU les données sur les ZH identifiées et les outils de préservation choisis par la collectivité

- **Rapport de présentation :**

- l'inventaire des ZH, plus précis sur les secteurs à enjeux, fait partie de l'état initial de l'environnement
- la stratégie de développement de la collectivité est retranscrite dans l'évaluation environnementale, qui doit justifier les choix opérés ; après confirmation d'une ZH, le choix d'y maintenir un projet d'urbanisation doit rester très exceptionnel et justifié
- la compatibilité avec le SCOT ou à défaut avec le SDAGE, etc. doit être démontrée

- **PADD** (projet d'aménagement et de développement durable) :

Il définit les orientations générales de préservation voire de remise en bon état ou mise en valeur des milieux naturels et continuités écologiques dans le projet de territoire

PLU et zones humides

- **Règlement graphique**, en cohérence avec le PADD : trame ou zonage spécifiques (Nzh/Azh) ou plus globaux (Np/Ap voire N/A)

Article R. 151-43 : Afin de contribuer à la qualité du cadre de vie, assurer un équilibre entre les espaces construits et les espaces libres et répondre aux enjeux environnementaux, le règlement peut : (...) 4° Délimiter les espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques et définir des règles nécessaires à leur maintien ou à leur remise en état (...) »

Règlement écrit : énonce les mesures de protection prises

- exemple : occupations et utilisations du sol interdites ou soumises à des conditions particulières, encadrement des possibilités d'extension
- protection d'éléments ponctuels à enjeux, par exemple des éléments de paysage

Article L. 151-23 CU : « Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. (...) »

PLU et zones humides

- **OAP** (orientations d'aménagement et de programmation) :
 - OAP **sectorielle** sur les zones à urbaniser : secteurs à enjeux justifiant une vérification des ZH et, le cas échéant, l'indication des mesures prises pour réduire et au besoin compenser les impacts des projets d'urbanisation ; après avoir confirmé la présence d'une ZH, la collectivité choisit par exemple de n'ouvrir qu'une partie de la parcelle prévue à l'urbanisation et prévoit des aménagements doux de gestion des eaux pluviales permettant d'intégrer la ZH au projet urbain
 - traitement spécifique des ZH, en tant que faisant partie des continuités écologiques, au travers d'une OAP **thématique**

Article L.151-7 CU : « Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment : 1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages (...) »

Merci de votre attention

Annexe : références réglementaires

Articles des codes

Article L101-2 du Code de l'urbanisme

Modifié par [LOI n°2016-925 du 7 juillet 2016 - art. 105](#)

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Article L113-29 du Code de l'urbanisme

Créé par [LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 85](#)

Les plans locaux d'urbanisme peuvent classer en **espaces de continuités écologiques** des éléments des trames verte et bleue, définies aux II et III de l'article [L. 371-1](#) du code de l'environnement, qui sont nécessaires à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques.

Article L113-30 du Code de l'urbanisme

Créé par [LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 85](#)

La **protection des espaces de continuités écologiques** est assurée par les dispositions prévues au présent chapitre ou à la section 4 du chapitre Ier du titre V du présent livre, notamment aux articles [L. 151-22](#), [L. 151-23](#) ou [L. 151-41](#), ou par des orientations d'aménagement et de programmation en application de l'article [L. 151-7](#), en tenant compte des activités humaines, notamment agricoles.

Section 2 : Urbanisation limitée dans les communes non couvertes par un schéma de cohérence territoriale

Article L142-4 du Code de l'urbanisme

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.](#)

Dans les communes où un schéma de cohérence territoriale n'est pas applicable :

1° Les zones à urbaniser délimitées après le 1er juillet 2002 ainsi que les zones naturelles, agricoles ou forestières d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu ne peuvent être ouvertes à l'urbanisation à l'occasion de l'élaboration ou d'une procédure d'évolution d'un document d'urbanisme ;

2° Les secteurs non constructibles des cartes communales ne peuvent être ouverts à l'urbanisation à l'occasion de l'élaboration ou d'une procédure d'évolution de la carte communale ;

3° Les secteurs situés en dehors des parties urbanisées des communes non couvertes par un document d'urbanisme ne peuvent être ouverts à l'urbanisation pour autoriser les projets mentionnés aux 3° et 4° de l'article [L. 111-4](#) ;

4° A l'intérieur d'une zone ou d'un secteur rendu constructible après la date du 4 juillet 2003, il ne peut être délivré d'autorisation d'exploitation commerciale en application de l'[article L. 752-1 du code de commerce](#), ou d'autorisation en application des articles [L. 212-7](#) et [L. 212-8](#) du code du cinéma et de l'image animée.

Pour l'application du présent article, les schémas d'aménagement régionaux des régions d'outre-mer mentionnés à l'[article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales](#), le schéma directeur de la région d'Ile-de-France prévu à l'[article L. 123-1](#), le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'[article L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales](#) et, jusqu'à l'approbation de celui-ci, le schéma d'aménagement de la Corse maintenu en vigueur par l'[article 13 de la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002](#) relative à la Corse ont valeur de schéma de cohérence territoriale.

Article L142-5 du Code de l'urbanisme

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.](#)

Il peut être dérogé à l'article [L. 142-4](#) avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'État après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) prévue à l'[article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime](#) et, le cas échéant, de l'établissement public prévu à l'[article L. 143-16](#).

La dérogation ne peut être accordée que si l'urbanisation envisagée ne nuit pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques, ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace, ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements et ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services.

Article L151-7 du Code de l'urbanisme

Modifié par [LOI n°2016-1888 du 28 décembre 2016 - art. 71 \(V\)](#)

I. - Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :

- 1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;
 - 2° Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;
 - 3° Comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;
 - 4° Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;
 - 5° Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;
 - 6° Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles [L. 151-35](#) et [L. 151-36](#).
- II. - En zone de montagne, ces orientations définissent la localisation, la nature et la capacité globale d'accueil et d'équipement des unités touristiques nouvelles locales.

Article L151-22 du Code de l'urbanisme

Créé par [ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.](#)

Le règlement peut imposer une part minimale de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables, éventuellement pondérées en fonction de leur nature, afin de contribuer au maintien de la biodiversité et de la nature en ville.

Article L151-23 du Code de l'urbanisme

Modifié par [LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 81](#)

Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.

Il peut localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent.

Article L151-41 du Code de l'urbanisme

Modifié par [LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 156](#)

Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

- 1° Des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
- 2° Des emplacements réservés aux installations d'intérêt général à créer ou à modifier ;
- 3° Des emplacements réservés aux espaces verts à créer ou à modifier ou aux espaces nécessaires aux continuités écologiques ;
- 4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements qu'il définit ;
- 5° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des servitudes interdisant, sous réserve d'une justification particulière, pour une durée au plus de cinq ans dans l'attente de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global, les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement. Ces servitudes ne peuvent avoir pour effet d'interdire les travaux ayant pour objet l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension limitée des constructions existantes.

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements.

Article R151-43 du Code de l'urbanisme

Créé par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 - art.](#)

Afin de contribuer à la qualité du cadre de vie, assurer un équilibre entre les espaces construits et les espaces libres et répondre aux enjeux environnementaux, le règlement peut :

- 1° Imposer, en application de l'article [L. 151-22](#), que les surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables d'un projet représentent une proportion minimale de l'unité foncière. Il précise les types d'espaces, construits ou non, qui peuvent entrer dans le décompte de cette surface minimale en leur affectant un coefficient qui en exprime la valeur pour l'écosystème par référence à celle d'un espace équivalent de pleine terre ;
- 2° Imposer des obligations en matière de réalisation d'espaces libres et de plantations, d'aires de jeux et de loisir ;
- 3° Fixer, en application du 3° de l'article [L. 151-41](#) les emplacements réservés aux espaces verts ainsi qu'aux espaces nécessaires aux continuités écologiques, en précisant leur destination et les collectivités, services et organismes publics bénéficiaires;
- 4° Délimiter les espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques et définir des règles nécessaires à leur maintien ou à leur remise en état;
- 5° Identifier, localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger au titre de l'article [L. 151-23](#) pour lesquels les travaux non soumis à un permis de construire sont précédés d'une déclaration préalable et dont la démolition est subordonnée à la délivrance d'un permis de démolir, et définir, s'il y a lieu, les prescriptions nécessaires pour leur préservation;
- 6° Délimiter dans les documents graphiques les terrains et espaces inconstructibles en zone urbaine en application du second alinéa de l'article L. 151-23;
- 7° Imposer les installations nécessaires à la gestion des eaux pluviales et du ruissellement;
- 8° Imposer pour les clôtures des caractéristiques permettant de préserver ou remettre en état les continuités écologiques ou de faciliter l'écoulement des eaux.

Article L371-1 du Code de l'environnement

Modifié par [LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 17](#)

I. – La trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural ainsi que la gestion de la lumière artificielle la nuit.

A cette fin, ces trames contribuent à :

- 1° Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique ;
- 2° Identifier, préserver et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques ;
- 3° Mettre en œuvre les objectifs visés au IV de [l'article L. 212-1](#) et préserver les zones humides visées aux 2° et 3° du III du présent article ;
- 4° Prendre en compte la biologie des espèces sauvages ;
- 5° Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages ;
- 6° Améliorer la qualité et la diversité des paysages.

II. – La trame verte comprend :

- 1° Tout ou partie des espaces protégés au titre du présent livre et du titre Ier du livre IV ainsi que les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité ;
- 2° Les corridors écologiques constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces mentionnés au 1° ;
- 3° Les surfaces mentionnées au I de [l'article L. 211-14](#).

III. – La trame bleue comprend :

- 1° Les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux figurant sur les listes établies en application de [l'article L. 214-17](#) ;
- 2° Tout ou partie **des zones humides** dont la préservation ou la remise en bon état contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de [l'article L. 212-1](#), et notamment les zones humides mentionnées à [l'article L. 211-3](#) ;
- 3° Les cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux et **zones humides** importants pour la préservation de la biodiversité et non visés aux 1° ou 2° du présent III.

IV. – Les espaces naturels, les corridors écologiques, ainsi que les cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux ou zones humides mentionnés respectivement aux 1° et 2° du II et aux 2° et 3° du III du présent article sont identifiés lors de l'élaboration des schémas mentionnés à [l'article L. 371-3](#).

V. – La trame verte et la trame bleue sont notamment mises en œuvre au moyen d'outils d'aménagement visés aux articles [L. 371-2](#) et [L. 371-3](#).